

**Liberté**

**LIBERTÉ**  
ART & POLITIQUE

## Dissidence...

Gérard Bessette

---

Volume 4, Number 21, March 1962

Le séparatisme

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/59881ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this article

Bessette, G. (1962). Dissidence... *Liberté*, 4(21), 127–132.

## Dissidence...

GÉRARD BESSETTE

Lorsque, à la dernière réunion du conseil, M. Hubert Aquin annonça son intention de consacrer un numéro spécial de notre revue à la question du séparatisme, je fus le seul à m'y opposer ouvertement et nous ne fûmes que deux à voter contre le projet. Mais comme *Liberté* n'est pas qu'un vain titre, notre directeur m'invita à écrire un article où j'expliquerais les raisons de mon opposition. J'acceptai tout de suite.

Lors de cet échange de vues, mes objections avaient, fatalement, un caractère d'improvisation. Mais, même après avoir réfléchi davantage au problème du séparatisme, je me rends compte que cet article sera incomplet, peut-être superficiel. Je ne suis, en effet, ni politologue, ni sociologue, ni économiste, ni juriste, ni historien. Et c'est précisément parce que, à ma connaissance, les directeurs et les autres conseillers de *Liberté* ne le sont pas non plus que je me suis opposé au projet. Je craignais et je crains encore — tout en souhaitant de me tromper — que ce numéro ne soit un travail d'amateur. Je ne mets nullement en doute l'importance ni l'actualité du problème séparatiste. Si l'on avait simplement projeté de nous soumettre un questionnaire, je ne m'y serais pas objecté : nos réponses eussent pu apporter des témoignages intéressants, mais des *témoignages d'artistes et de littérateurs* que ni leurs études ni, en général, leurs préoccupations primordiales n'ont préparés à traiter un sujet aussi vaste, aussi complexe.



Je n'ignore pas que les revues sérieuses sont extrêmement rares au Canada français. Elles ne peuvent donc pas, comme dans les grands pays, se spécialiser, limiter leurs enquêtes à tel ou tel domaine. Mais elles ne doivent pas, non plus, aborder, dans des numéros spéciaux, des questions qui les dépassent. On s'est tellement plaint depuis une trentaine d'années des méfaits de la spécialisation qu'on a souvent tendance à la mépriser en bloc. Or, sans en minimiser les dangers ni mettre en doute les abus auxquels elle a donné lieu dans certains pays, il ne me semble pas que, dans l'ensemble, nous en ayons encore souffert au Canada français. Au contraire, nous manquons de spécialistes. Les sciences économiques, sociales, juridiques, politiques, la psychologie et la psychiatrie, sans parler des sciences dites exactes, n'en sont chez nous qu'à leurs débuts. L'histoire sort à peine de sa phase apologétique. Notre roman non-moralisateur n'existe que depuis une vingtaine d'années.

Nous accusons souvent notre clergé d'avoir, sans préparation suffisante, tout voulu régler à coups de principes généraux, de théories désincarnées. Or, notre génération et surtout celle des moins-de-trente-ans, chez qui se manifeste souvent un assez violent anticléricalisme doublé, à l'occasion, d'agnosticisme, ne sont-elles pas enclines à tomber dans le même travers? Les intellectuels authentiques sont encore chez nous fort clairsemés. Aussi cèdent-ils trop volontiers à la tentation d'aborder des problèmes qui les dépassent. De là à s'imaginer qu'ils expriment alors le sentiment de tout le peuple canadien-français, il n'y a qu'un pas.

On m'objectera sans doute qu'il vaut mieux risquer des jugements sur des questions trop vastes que de s'enfermer dans une tour d'ivoire; que c'est précisément le mandarinisme de nos anciens écrivains et artistes qui explique le peu d'influence qu'exercent aujourd'hui les intellectuels du Québec. Je n'en disconviens pas. Mais la distance est grande entre la tour d'ivoire et la place publique. Ce n'est pas en passant d'un excès à son contraire que l'on progresse vraiment.

Ceci dit, je me permettrai certaines remarques plus ou moins marginales sur le problème du séparatisme. Comme M. Hubert Aquin a eu la gentillesse de le suggérer, le fait que je vis depuis quinze ans hors du Québec confère peut-être à mes opinions — sans mérite de ma part — un intérêt particulier, au moins "documentaire" ou "symptomatique". Un de mes



interlocuteurs est allé plus loin : il a déclaré tout net que j'étais devenu un "étranger". Il ne m'appartient pas d'en juger. Je sais seulement que mon éditeur parisien a refusé mon dernier roman "parce qu'il était trop *canadien*". Mais revenons à nos moutons.

Les Anglo-canadiens nous considèrent, en général, comme un *priest ridden people*. Jusqu'à ces dernières années, avaient-ils tort? Avaient-ils tort aussi de penser que notre politique provinciale était d'une corruption, d'un "dictatoriat" extraordinaires? Je ne cherche, remarquez bien, ni à les excuser ni à les accuser. Leur ignorance du français, même quand ils sont nés à Montréal ou à Ottawa, est un signe de mauvaïse volonté ou d'incurie. L'unilinguisme de plusieurs fonctionnaires fédéraux qui, dans la capitale, doivent censément répondre aux citoyens d'un pays bilingue est intolérable, etc., etc. Il n'en reste pas moins vrai que, dans l'ensemble, ils avaient raison de considérer que le Canadien français exprimait les idées et suivait les directives de l'Eglise.

Sans doute avons-nous été tolérants envers eux, les "Anglais". Sans doute notre gouvernement, notre système d'éducation sont-ils les seuls au Canada qui soient vraiment *fair play* pour la minorité — pourvu qu'elle soit anglophone. Mais ce *fair play* n'existe ni pour les Canadiens français non-conformistes, ni pour les francophones non-catholiques. Les résistances, même gouvernementales, au Mouvement laïc ne le prouvent que trop. Jusqu'à tout récemment — et c'est encore vrai dans bien des cas — le Canadien français non-conformiste du Québec devait, ou végéter, ou déguerpir — à moins qu'il ne devint fonctionnaire fédéral. Encore aujourd'hui, où se trouve la masse des intellectuels canadiens-français non-conformistes? — A Radio-Canada et à l'Office National du Film. De qui les intellectuels canadiens-français non-conformistes obtiennent-ils des bourses? Du gouvernement québécois ou du Conseil des Arts?

Les Canadiens anglais avaient donc raison de considérer jusqu'à tout récemment le Canada français comme monolithique et théocratique. J'ai affirmé tout à l'heure que le refus des anglophones d'apprendre le français, de s'intéresser au fait français provenait de leur méfiance ou de leur paresse. Mais nous, Canadiens français, quels efforts avons-nous faits pour corriger cette attitude, cette tendance? Bien sûr, nous avons protesté, combattu, vociféré. Mais avons-nous fondé des écoles françaises ou bilin-



gues *neutres* que les élèves anglophones pourraient fréquenter sans subir de propagande religieuse ? (Je ne parle pas des Irlandais catholiques qui, pour des raisons que je m'explique mal — à moins que ce ne soit parce que les Anglais les ont autrefois contraints de renoncer au gaélique — ont presque toujours combattu notre langue avec une virulence extrême.)

Quoi qu'il en soit, si nous voulons que les anglophones protestants ou agnostiques apprennent le français sans être obligés de suivre des cours privés ou d'aller en France, donnons-leur-en l'occasion. Il est quand même tragiquement paradoxal qu'il soit plus difficile pour un enfant de langue anglaise vivant dans un pays officiellement bilingue d'étudier le français que s'il habitait l'Angleterre ou la plupart des pays européens. Que, dans le passé, le catholicisme ait été le défenseur, le conservateur de la langue française au Canada, nul ne songe à le nier. Mais aujourd'hui il est devenu un des principaux obstacles à l'expansion, au rayonnement de cette même langue. Je le répète: il est de la dernière urgence d'ouvrir des écoles françaises ou bilingues neutres, et dans le Québec et hors du Québec. Nous serons sans doute surpris du nombre d'élèves anglophones qui les fréquenteront. Presque tous les jours, j'entends des universitaires, des intellectuels canadiens-anglais déplorer leur connaissance insuffisante du français et exprimer le souhait que leurs enfants ne souffrent pas du même handicap.

En attendant que cette situation s'améliore, comme l'a si bien dit Hugh MacLennan, les Canadiens anglais pourraient nous donner des signaux routiers — et des chèques — bilingues, ainsi que des lois scolaires équitables dans toutes les provinces; la CBC, un réseau radiophonique et télévisique français *a mare usque ad mare*. Ces mesures essentielles, urgentes même, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux les adopteraient sans tarder si un plus grand nombre d'électeurs les réclamaient. Comment persuader les Canadiens anglais de le faire? En les menaçant de "sécession"? En affirmant que, sans nous, ils se feront englober fatalement par les Etats-Unis? Ce sont là des arguments qui peuvent avoir leur efficacité, mais qui restent bien négatifs.

Plus que toute autre considération, ce qui peut tourner l'opinion anglophone en notre faveur, c'est le rayonnement, la valeur de notre culture, de notre contribution à la vie canadienne. On m'accusera peut-être de nager en pleine utopie.



La plupart des Canadiens anglais, dira-t-on, ne s'intéressent à peu près pas à notre culture. — C'est vrai. Leurs journaux préfèrent parler de nos scandales, de notre corruption politique plutôt que de nos réussites intellectuelles. — C'est encore vrai. Pourquoi? — Je limiterai mon explication à l'aspect littéraire de notre culture, le seul que je connaisse bien.

Jusqu'à il y a un quart de siècle environ, c'est-à-dire avant *Trente arpents*, quelle contribution littéraire d'une certaine importance avions-nous apporté au monde à l'exception des poésies de Nelligan? Et quelles raisons, sauf politiques, économiques, historiques, sociologiques ou anthropologiques, un étranger ou un Canadien anglais avait-il de s'intéresser à nous?

La question est d'autant plus opportune que nos séparatistes, en toute sérénité, se déclarent prêts à laisser tomber les 600,000 Canadiens français (1,000,000 si l'on compte le Nouveau-Brunswick) vivant hors du Québec, sous prétexte qu'il faut sacrifier les branches pour sauver le tronc et que d'ailleurs les Canadiens français de "l'étranger" ne "sentent" pas comme eux. Ces "étrangers" ont pourtant produit une Gabrielle Roy et un Gérard Tougas, auquel nous devons la seule bonne *Histoire de la Littérature canadienne-française*. Quant à prétendre que notre culture serait plus riche, notre production littéraire plus abondante si nous étions "séparés", cela me paraît de la pure spéculation. Je ne vois pas, par exemple, en quoi la contribution culturelle de l'Amérique-latine est supérieure à la nôtre, surtout si on tient compte de la différence de population. Que nos compatriotes anglophones ne fassent que commencer à se rendre compte de notre existence culturelle n'a rien d'étonnant. Ils connaissent quand même mieux notre littérature que nous la leur.

C'est donc sur l'enseignement, les sciences et les arts que doivent porter nos efforts. Si l'on excepte l'incroyable déclaration de l'Honorable Jean Lesage sur le Mouvement laïc, le gouvernement provincial fait d'ailleurs du beau travail en ce sens.

- 
- (1) J'ajoute toutefois que, si nous avons produit de grands savants, de grands compositeurs avant 1939; de grands peintres avant Pellan et Borduas, il me semble probable que j'en aurais entendu parler.
- (2) Il est vrai que le Canada anglais n'avait, à mon avis, produit non plus à cette date aucun écrivain de grande valeur — sauf Frederick Philip Grove, un Suédois échoué par hasard au Canada à l'âge de vingt-et-un ans.

Avant de parler de séparatisme, ménageons aux Canadiens anglais l'occasion d'étudier le français, donc de pratiquer la bonne entente, le biculturalisme. Continuons à devenir pluralistes; soyons tolérants envers les Canadiens français qui ne pensent pas comme nous; cessons de nous méfier de nos non-conformistes qui sont aussi "patriotes", aussi attachés au peuple canadien-français que quiconque; tirons parti des droits que nous garantit la constitution, et ensuite — mais ensuite seulement — c'est-à-dire dans une trentaine d'années, reparlons de séparatisme.

Malgré tous les griefs que nous pouvons et devons encore formuler, jamais à mon avis l'avenir du Canada français n'a été si prometteur.

*Gérard BESSETTE*